SYRIE

Attentat meurtrier à Damas, bombardement à Alep

Un attentat meurtrier a frappé hier lundi une banlieue pro-régime de Damas, déjà visée la semaine dernière par une attaque similaire, tandis que de nombreux civils sont morts dans des raids aériens de l'armée à Alep et dans sa région.

A Jaramana, une banlieue du sud-est, principalement chrétienne et druze favorable au régime du président Bachar al-Assad, un attentat à la voiture piégée a fait au moins cinq morts et 27 blessés civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon l'agence officielle syrienne Sana, «une bombe collée à une voiture par un groupe terroriste a explosé dans le quartier al-Wahda dans la ville de Jaramana, blessant des femmes et des enfants». Un photographe de l'AFP a vu des vitrines soufflées et un balcon effondré dans ce quartier commerçant.

Le 28 août, 27 personnes avaient été tuées à Jaramana dans un attentat similaire visant des funérailles de partisans du régime.

«Il y a une augmentation des attentats à la voiture piégée en Syrie», a déclaré à l'AFP Rami Abdel Rahman, directeur de l'OSDH, ajoutant que des comités populaires de défense se formaient dans les quartiers pro-Assad.

«Cela veut dire que le régime a vraiment perdu le contrôle, puisqu'il n'a plus les moyens de défendre ses propres partisans», a-t-il ajouté.

A la périphérie de Mazzé, quartier chic dans l'ouest de Damas, les forces du régime ont poursuivi leur campagne de destruction de maisons et de commerces et ont obligé les habitants à repeindre les murs pour effacer les slogans anti-Assad, selon l'OSDH.

Dans le nord du pays, des avions de combat ont frappé à l'aube sur Alep et sur la ville voisine d'al-Bab, base arrière des rebelles menant depuis six semaines une bataille cruciale contre l'armée dans la grande métropole, ont fait plusieurs dizaines de morts. A al-Bab, l'OSDH a évoqué un bilan d'au moins 18 morts, dix hommes, six femmes et deux enfants qui s'étaient réfugiés dans un immeuble.

«Nous dormions à la maison quand la première bombe a explosé. J'ai couru vers la porte, et c'est là que j'ai été enseveli par la deuxième explosion», a expliqué à l'AFP un homme couvert d'éclat d'obus, rencontré dans un dispensaire près d'Alep.

«Ma mère, mon père, ma grand-mère et ma sœur ont été tués», a-t-il ajouté, les larmes aux yeux. Deux de ses frères étaient allongés à côté de lui, un adolescent et un bébé qui respirait à peine.

A Alep même, une journaliste de l'AFP a vu les corps de dix personnes — un homme, une femme et huit enfants —transportés dans un hôpital civil. Ils ont tous été enterrés sans cérémonie en début d'après-midi, avec quatre autres corps d'enfants, dans un cimetière de l'est de la ville. Selon des voisins, il s'agissait d'une famille tuée dans un bombardement hier lundi à l'aube. Selon un bilan provisoire de l'OSDH, les violences ont fait lundi au moins 52 morts à travers le pays. Dimanche, le bilan était de 132 tués. D'une manière générale, ces dernières semaines ont été les plus meurtrières en Syrie depuis le début de la révolte en mars 2011, avec 5 000 morts au mois d'août.

Dimanche, les monarchies du Golfe ont de nouveau appelé à un transfert pacifique du pouvoir en Syrie face à l'intransigeance du régime et l'incapacité de la communauté internationale à faire cesser les violences qui ont fait jusqu'à présent plus de 26 000 morts, en majorité des civils.

Le nouveau médiateur international pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, attendu «bientôt» à Damas, selon les autorités, a affirmé que sa mission était «presque impossible». Son prédécesseur Kofi Annan avait démissionné le 2 août après

l'échec de sa mission, invoquant un manque de soutien des grandes puissances.

M. Brahimi a indiqué sur la BBC, «craindre cette lourde responsabilité». «Les gens disent déjà : "des gens meurent et que faites-vous"?». Dimanche, un porte-parole de Damas, Jihad Makdissi, a prévenu que le médiateur international devrait «écouter» les responsbales syriens.

Attribuant à la communauté internationale «la responsabilité» de la poursuite des violences, M. Makdissi a aussi accusé «les puissants membres du Conseil de sécurité de l'ONU de vouloir décourager le dialogue» avec l'opposition.

Le Conseil national syrien (CNS), principale coalition de cette opposition minée par les dissensions, a décidé dimanche de s'élargir à de nouveaux groupes anti Bachar al-Assad et de se réformer, afin de répondre aux appels à l'unité lancés par les Occidentaux et aux critiques internes sur son fonctionnement.

Face à l'urgence humanitaire liée au conflit, le nouveau président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer, était en route pour Damas, où il doit rencontrer le président syrien pour discuter de l'aide à la population civile, a annoncé l'organisation à Genève.

TURQUIE

30 morts dans un accrochage entre soldats turcs et rebelles kurdes

Dix soldats turcs et environ 20 rebelles kurdes ont été tués dans des combats survenus tard dimanche dans le sud-est de la Turquie, nouveau signe de la recrudescence, à l'heure du conflit syrien, des combats entre l'armée d'Ankara et les séparatistes kurdes.

«Neuf agents de sécurité ont été tués et huit autres blessés», a déclaré le gouverneur de la province de Sirnak (sud-est, à la frontière irakienne et syrienne), Vahdettin Özkan.

Ses services ont par la suite précisé que toutes les victimes, côté forces de sécurité, étaient des soldats, et qu'un soldat blessé avait perdu la vie. Les heurts dans la localité de Beytüssebap, qui dépend de cette province, ont en outre fait environ 20 morts dans les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont indiqué des sources locales.

Un groupe de rebelles, qui disposent de bases arrière dans la montagne irakienne, ont attaqué avec des fusils-mitrailleurs et des lance-roquettes un complexe de sécurité de Beytüssebap, tuant les soldats. La police et les soldats ont riposté, provoquant de violents heurts, a ajouté le gouverneur. Dans une première réaction à cette attaque, le vice-Premier ministre Bekir Bozdag a assuré sur la chaîne privée NTV que «la lutte contre le terrorisme se pousuivra sans relâche». Dans un incident séparé survenu dimanche soir, un membre du PKK, vraisemblablement un kamikaze, a fait exploser sa charge sur un barrage routier à Viransehir (sud-est), se tuant sur le coup et blessant trois agents de sécurité. Le PKK a multiplié ses attaques avec l'été contre les forces d'Ankara. Le 20 août, une attaque à la voiture piégée a fait dix morts dans la ville de Gaziantep (sud-est), un attentat imputé au PKK. Celui-ci a démenti.

Les opérations des rebelles se sont intensifiées dans le sud-est, peuplé majoritairement de Kurdes, mais aussi dans l'ouest, où une attaque a tué un soldat près d'Izmir.

Et la tension est montée d'un cran dans le dossier kurde le mois dernier, les autorités turques ayant menacé de sévir contre le PKK en territoire syrien déchiré par un conflit généralisé si ce dernier était utilisé par les rebelles pour déstabiliser la Turquie. Plusieurs zones du nord de la Syrie, riveraines de la Turquie, sont actuellement aux mains de groupes kurdes syriens, dont certains sont proches du PKK. Ankara a accusé Damas d'avoir favorisé l'installation du PKK dans ces régions pour nuire à la Turquie. Dans les années qui ont suivi son arrivée au pouvoir, en 2002, le parti gouvernemental de la Justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a lancé sous l'impusion de sa candidature à l'Union européenne certaines initiatives en faveur de la minorité kurde, estimée à 12 millions sur une population de 75 millions.

Toutefois, cette politique d'ouverture pro-kurde a fait long feu et M. Erdogan n'a cessé depuis 2009 de hausser le ton contre les milieux kurdes, poussant l'appareil judiciaire à réprimer toute forme de militantisme kurde. M. Erdogan a visé systématiquement le parti pro-kurde BDP (Parti de la paix et de la justice), en l'accusant ouvertement de «terrorisme». Des centaines de militants ou sympathisants de la cause kurde ont été incarcérés depuis l'an dernier et le gouvernement a menacé de faire lever l'immunité parlementaire des députés du BDP.

Et pour cause : ces derniers ont défrayé la chronique en donnant l'accolade, devant les caméras, à des rebelles du PKK dans une zone reculée du Sud-Est anatolien. Les images ont provoqué une onde de choc dans une Turquie qui déplore quasi quotidiennement des pertes dans les rangs de son armée.

Le conflit avec le PKK, considéré par Ankara comme une organisation terroriste, a déjà coûté la vie à quelque 45 000 personnes dans des combats qui durent depuis 1984.

PENSÉE

Il y deux ans disparaissait feu
***Mohamed Salah MENTOURI**, dit Kamel,*
militant de la cause nationale.

Homme de conviction, à l'écoute des pulsions qui agitent la société, grand commis de l'Etat, il a toujours, à la tête des institutions qu'il a dirigées, privilégié le dialogue et tenu à faire avancer les principes républicains dans la gestion des affaires publiques.

Repose en paix, Mohamed Salah. Tu as rejoint tes valeureux frères. Ta famille et tes amis ne manqueront pas d'avoir une pieuse pensée pour toi en ce triste anniversaire et de se recueillir sur ta tombe le 5 septembre à 10h au carré des martyrs à El Alia.

ANGOLA

L'Unita dénonce des incohérences dans les résultats des élections

L'Unita, le principal parti d'opposition angolais, a dénoncé lundi des incohérences dans les résultats des élections générales de vendredi, diffusés par la Commission nationale électorale (CNE), qui ont consacré la victoire du NPLA du président José Eduardo dos Santos.

«L'Unita est en train de réaliser un comptage parallèle des voix, en s'appuyant sur les copies des actes électoraux signés par l'ensemble des scrutateurs des partis», a indiqué le parti, ajoutant qu'il comparerait ensuite les résultats obtenus avec ceux donnés par la Commission nationale électorale (CNE).

«Le parti fait part de son inquiétude face à l'écart entre le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales et celui des votants, une différence qui ne peut s'expliquer uniquement par l'abstention», a ajouté le mouvement.

Selon les derniers résultats partiels diffusés par la Commission nationale électorale, qui portent sur 90% des bureaux de vote, le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) du président José Eduardo dos Santos, a remporté 72,2% des suffrages, contre 18% pour l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola). L'Unita pointe l'importante différence entre les 9,7 millions d'électeurs inscrits et les 5,5 millions de votes recueillis, selon les chiffres publiés par la CNE sur son site internet.

«Beaucoup d'Angolais n'ont pas réussi à connaître le lieu de leur bureau de vote, d'autres ont été inscrits dans des bureaux très éloignés de leur domicile. Bref, il y a des gens qui ont été empêchés de voter», a expliqué à l'AFP Alcides Sakala, porte-parole du parti. Depuis le début de l'année, le principal parti d'opposition dénonce des irrégularités dans l'organisation du scrutin et notamment l'absence de publication du fichier des électeurs qui aurait permis sa correction.

Les élections de vendredi, qui se sont déroulées dans le calme, étaient les troisièmes depuis l'indépendance du pays en 1975.

Selon la Constitution, le chef du parti vainqueur des élections législatives devient automatiquement président. Avec la victoire du MPLA, le président José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis bientôt trente-trois ans, va donc être reconduit pour un nouveau mandat de cinq ans.